L'Europe face aux droites radicales populistes : positions partisanes et demandes électorales

Gilles Ivaldi

▶ **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. L'Europe face aux droites radicales populistes : positions partisanes et demandes électorales. L'identité européenne en crise ? Les stratégies d'appropriation et de redéfinition de la notion d'identité européenne par les acteurs d'extrême droite et de populisme de droite, CINTEUS, Université des Sciences Appliquées de Fulda, Jan 2015, Fulda, Allemagne. halshs-01159304

HAL Id: halshs-01159304
https://shs.hal.science/halshs-01159304

Submitted on 3 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Europe face aux droites radicales populistes : positions partisanes et demandes électorales

Communication à la conférence
« L'identité européenne en crise ? Les stratégies d'appropriation et de redéfinition de la notion d'identité européenne par les acteurs d'extrême droite et de populisme de droite »

(CINTEUS), Université des Sciences Appliquées de Fulda
30-31 janvier 2015

Gilles Ivaldi, Chargé de recherche CNRS, URMIS-Université de Nice
gilles.ivaldi@unice.fr

Introduction

Les élections européennes de mai 2014 ont été marquées par la percée des partis eurosceptiques et le déclin des principaux acteurs du processus d'intégration européenne. Cette poussée des forces anti-UE s'inscrit naturellement dans le contexte de crise économique et d'impopularité des politiques d'austérité conduites par nombre de gouvernements à travers les 28 états membres de l'Union. Au-delà des seuls enjeux nationaux et de la sanction des exécutifs en place, cependant, l'essor des partis eurosceptiques a témoigné aussi de l'européanisation croissante du débat public, sur fond de défiance des citoyens vis-à-vis du fonctionnement de l'Union européenne et de ses institutions. Si l'adhésion au projet d'intégration européenne demeure majoritaire au sein de l'UE, le sentiment d'un « *disempowerment* » et d'une déconnexion croissante entre l'Europe et ses citoyens est dominant [1]. Moins d'un tiers (31 %) des européens disent encore avoir confiance en l'Union européenne, une érosion de près de 17 points depuis 2008 [2].

Cette crise de confiance à l'égard du projet européen a soulevé un mouvement de protestation protéiforme, qui a alimenté la perception d'une « vague eurosceptique ». Le véritable challenge au projet européen vient cependant de formations politiques qui incarnent aujourd'hui une variante « dure » de l'euroscepticisme [3], opposée par principe à l'intégration et l'abandon de toute souveraineté nationale, jusqu'à réclamer, dans certains cas, la sortie pure et simple de l'UE. En grande majorité, ces acteurs partisans sont les protagonistes de la droite radicale populiste, avatar contemporain de la vieille extrême-droite pan-européenne. Ces partis ont fait, nous allons le souligner, de l'hostilité à l'Union européenne un cheval de bataille et un thème central de leur plateforme électorale, articulant une offre politique nationaliste en réponse aux enjeux et aux défis de la dénationalisation.

[1] Interrogés à l'issue du scrutin, 56 % des citoyens déclarent que « leur voix ne compte pas dans l'UE » et seuls 23 % estiment que l'Union européenne « va dans la bonne direction ». Près des deux tiers (63%) des personnes interrogées disent en revanche « se sentir citoyens européens » et pour plus de la moitié (52%) des répondants, l'appartenance à l'UE demeure « une bonne chose ». Source : Schmitt, Hermann, Hobolt, Sara B., Popa, Sebastian A. and Eftichia Teperoglou (2015) *European Parliament Election Study 2014, Voter Study*. GESIS Data Archive, Cologne. ZA5160 Data file Version 1.0.0, doi:10.4232/1.5160 (http://eeshomepage.net/ees-2014-study/).

[2] Eurobaromètre standard n°81, réalisé du 31 mai au 14 juin 2014 (EU 28, N=28 004 répondants, voir http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb81/eb81_en.htm).

[3] Cf. Szczerbiak, Aleks et Paul Taggart (2008) Theorising Party-Based Euroscepticism: Problems of Definition, Measurement and Causality. In: *Comparative and Theoretical Perspectives. Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, 2 . Oxford University Press, Oxford, pp. 238-262.

1. L'espace des droites radicales populistes en Europe

La droite radicale populiste s'appréhende comme la forme moderne de l'extrême-droite traditionnelle, dont le Front national français représente l'archétype [4]. Cette nouvelle droite s'est développée en Europe occidentale depuis la fin des années 1970 au travers de la réinterprétation de certaines des valeurs fondamentales du fascisme historique, en particulier le racisme biologique, pour mieux intégrer les systèmes démocratiques. Rydgren souligne cette modernité et identifie un « *master frame* » idéologique original, commun aux partis de la droite radicale populiste, combinant d'une part la xénophobie ethno-nationaliste et, d'autre part, le populisme anti-establishment [5]. Sous l'angle idéologique et en dépit d'origines diverses, les droites radicales populistes pan-européennes ont, selon Ennser, adopté un profil idéologique distinct et relativement homogène, qui place notamment l'anti-immigration au cœur de leur doctrine [6].

Un « master frame *» idéologique commun*

Mudde définit son modèle de droite radicale populiste à partir de trois composantes : le nativisme, l'autoritarisme et le populisme [7]. Depuis la fin des années 1970, ces partis ont structuré une offre nationaliste ethnocentriste, politisant de nouveaux enjeux culturels relatifs à l'immigration, aux minorités ou, plus récemment, à l'Islam [8]. Leur discours identitaire s'accompagne d'un chauvinisme du *welfare*, c'est-à-dire la préférence donnée aux nationaux pour l'accès aux ressources –aides sociales, emplois, logement [9]. Leur modèle de société demeure dans la plupart des cas empreint d'autoritarisme, marqué par l'adhésion aux valeurs d'ordre, de discipline et d'autorité, qui trouvent une traduction dans le programme répressif et l'agenda *law-and-order* de ces partis. Politiquement, enfin, ces acteurs se posent en porte-paroles du « peuple » contre des « élites » jugées « dévoyées » ou « corrompues ». Au fil du temps, leur populisme anti-système leur a permis d'agréger de multiples formes de protestation ou de ressentiment à l'encontre des décideurs politiques et de « l'establishment ».

Ces partis sont caractérisés avant tout par la radicalité de leur projet politique, contre les normes libérales prédominantes au sein des nations européennes et en opposition frontale avec les valeurs universelles de liberté, de non-discrimination, d'égalité ou de tolérance, fondatrices de l'Union européenne [10]. Leur culture politique, faite d'arbitraire et de refus du pluralisme, attaque directement les compromis institutionnels, garanties constitutionnelles et autres corps intermédiaires pourtant essentiels à la stabilité des régimes démocratiques. Dans la période récente, cette prédominance de l'autoritarisme politique au sein de la doctrine des droites radicales

---

[4] Cf. Kitschelt, Herbert, in collaboration with Anthony J. McGann (1995) *Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, p.19; Mudde, Cas (2007) *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge: Cambridge University Press, p.41.

[5] Cf. Rydgren, Jens (2005) "Is the Extreme Right-Wing Populism Contagious? Explaining the Emergence of a New Party Family". *European Journal of Political Research*, 44(3): 413-437.

[6] Cf. Ennser, Laurenz (2012) "The homogeneity of West European party families: The radical right in comparative perspective", *Party Politics*, 18(2): 151-171, voir page 167.

[7] Cf. Mudde, Cas *Populist Radical Right Parties in Europe*, *op. cit.*

[8] Cf. Betz, Hans-Georg and Susi Meret (2009) "Revisiting Lepanto: the political mobilization against Islam in contemporary Western Europe", *Patterns of prejudice*, *43*(3-4): 313-334.

[9] Cf. De Koster, Willem, Achterberg, Peter and Jeroen Van der Waal (2013) "The New Right and the Welfare State: On the electoral relevance of welfare chauvinism and welfare populism in the Netherlands", *International Political Science Review*, 34(1): 3-20.

[10] Cf. Fieschi, Catherine (2000) 'European institutions: the far-right and illiberal politics in a liberal context', *Parliamentary Affairs* 53: 517-531

européennes est apparue au travers des liens idéologiques ou financiers que nombre de ces partis entretiennent avec le régime autocratique de Vladimir Poutine en Russie [11].

Qui sont les protagonistes de la droite radicale populiste pan-européenne ?

A l'instar du FN français, il s'agit souvent d'acteurs partisans établis de longue date sur la scène politique européenne, tels le Parti du Peuple danois (DF), le FPÖ autrichien, le Vlaams Belang (VB) en Belgique ou la Lega Nord (LN) en Italie [12]. En Europe de l'Est et centrale, la droite radicale populiste s'incarne principalement dans des mouvements tels que le Parti de la Grande Roumanie (PRM), ATAKA en Bulgarie, le parti Ordre et Justice (TT) Lituanien ainsi que les deux petits Partis nationaux slovaque et slovène (SNS).

Ce noyau dur des droites radicales a fait, depuis plusieurs années, l'objet d'un double processus de convergence. Un premier mouvement est observable de la part de formations situées à l'extrême-droite traditionnelle, directement liées à l'héritage doctrinal du fascisme et souvent marquées encore au sceau de l'activisme violent, tels le NPD allemand ou l'Aube Dorée (XA) en Grèce. A des degrés divers, ces partis tentent aujourd'hui de se « recentrer » et se rapprocher du modèle électoraliste des droites radicales, à l'image notamment du British National Party (BNP), des Démocrates Suédois (SD) ou du Jobbik en Hongrie.

A l'inverse, d'autres partis ont effectué un mouvement de radicalisation. C'est le cas des Finnois (PS), du PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas ou de l'UKIP britannique dont les évolutions témoignent d'une émulation des stratégies xénophobes anti-establishment de la droite radicale populiste. Le travail conduit par Arter classifie les Finnois –anciennement Vrais Finnois jusqu'en août 2011– comme membres à part entière de la famille des droites radicales populistes et montre bien l'importance de l'identité nationale comme concept pivot de l'idéologie du parti de Timo Soini, quand bien même ce dernier se distingue de la xénophobie extrême d'autres formations radicales européennes [13]. Raunio voit également dans la plateforme eurosceptique des Finnois d'importantes similarités avec le discours des droites radicales populistes [14].

S'agissant de l'UKIP, Ford et Goodwin insistent dans leur analyse sur la transformation progressive du mouvement de Nigel Farage, d'un *single-issue party* anti-Europe au moment de son émergence sur la scène politique britannique en 1993 vers un modèle de droite radicale articulant l'euroscepticisme originel du parti avec un discours anti-immigration et, de manière croissante, un populisme anti-establishment dirigé contre les élites de *Westminster* [15]. Vossen suggère une trajectoire centrifuge similaire pour ce qui concerne le PVV néerlandais, d'une forme de conservatisme libéral vers un

[11] Cf. Political Capital Policy Research Institute, *The Russian connection*, March 2014 (http://www.riskandforecast.com/post/russia/the-russian-connection_803.html).

[12] Cf. Minkenberg, Michael (2013) "The European Radical Right and Xenophobia in West and East: Trends, Patterns and Challenges", in: Ralf Melzer and Sebastian Serafin (eds.), *Right-wing Extremism in Europe. Country-Analyses, Counter-Strategies and Labor Market Oriented Exit Strategies*, Berlin: Friedrich Ebert Stiftung, pp. 9-34.

[13] Cf. Arter, David (2010) "The Breakthrough of Another West European Populist Radical Right Party? The Case of the True Finns" *Government and Opposition*, 45(4): 485-504. Cette analyse est corroborée par le panorama des droites radicales populistes que proposent Ivarsflaten, Elisabeth and Frøy Gudbrandsen (2012) "The Populist Radical Right in Western Europe". In *Europa Regional Surveys of the World: Western Europe 2012*, Routledge, pp.1–5. Voir également: Kivisto, Peter (2014) "The rise and uncertain future of the True Finns: An outsider's reflections", *Research on Finnish Society*, 7: 65-70.

[14] Cf. Raunio, Tapio (2012) "'Whenever the EU is involved, you get problems': Explaining the European policy of The (True) Finns", Sussex European Institute Working Paper N°127, EPERN Working Paper N°26, p.6.

[15] Cf. Ford, Robert and Matthew Goodwin (2014) "Understanding UKIP: Identity, Social Change and the Left Behind", *The Political Quarterly*, 85(3): 277-284.

national-populisme proche du modèle du FN français et centré sur l'opposition à l'Islam [16]. Rooduijn met à ce titre l'accent en particulier sur la présence d'une composante populiste forte dans la geste politique de Geert Wilders [17].

La question de la classification se pose enfin pour des mouvements tels que l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne ou le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP) polonais du très controversé Janusz Korwin-Mikke [18]. Ce dernier semble à même de s'installer dans l'espace politique de la droite anti-establishment en Pologne, laissé vacant par des formations telles que la *Liga Polskich Rodzin* (LPR) ou le parti *Samoobrona* (SRP) d'Andrzej Lepper. De la même façon, le débat n'est pas clos s'agissant de l'AfD en Allemagne. Arzheimer conclut à l'absence de marqueurs nativistes et populistes ainsi qu'à un euroscepticisme 'soft' dans le programme du parti. Häusler souligne en revanche la présence d'une composante de droite populiste aux côtés des tendances néolibérales et national-conservatrices. Berbuir et al. voient dans le parti de Bernd Lucke un « équivalent fonctionnel » de la droite populiste européenne [19]. A partir de données d'enquête, Ivaldi et Zaslove ont montré en outre très récemment que le vote en faveur de l'AfD aux européennes de 2014 présentait certains éléments caractéristiques de la droite radicale, notamment le nativisme, l'anti-establishment et l'euroscepticisme [20].

2. Contre l'UE. Dimensions de l'euroscepticisme des droites radicales populistes

L'euroscepticisme est devenu au fil du temps un élément central de l'offre programmatique des droites radicales populistes [21]. La contestation du projet d'intégration européenne prend racine dans le corpus doctrinal ethno-nationaliste qui constitue, nous l'avons souligné, le principal soubassement idéologique de ces partis. Mudde rappelle à ce titre que le nationalisme de la droite radicale établit une équivalence entre nation et état, et représente la nation comme une entité homogène et fixe, formée par une communauté ethnique idéalisée, exclusivement composée de natifs [22]. L'analyse conduite par Halikiopoulou et al. atteste de l'importance du nationalisme ethno-culturel au sein des droites radicales : l'euroscepticisme de ces partis est fortement lié à leur opposition à l'immigration

[16] Cf. Vossen, Koen (2011) "Classifying Wilders: the ideological development of Geert Wilders and his Party for Freedom", *Politics*, 31 (3): 179–189.
[17] Cf. Rooduijn, Matthijs (2014) "Vox populismus: a populist radical right attitude among the public?" *Nations and Nationalism*, 20 (1): 80–92.
[18] Le leader du KNP s'est fait remarquer pour ses propos polémiques pendant la campagne européenne, déclarant qu'Hitler n'aurait pas, selon lui, été informé de l'Holocauste. Korwin-Mikke s'est également distingué par son soutien à Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne ou ses commentaires sur les victimes de viol prétendument « consentantes » (Cf. http://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2014/06/10/the-congress-of-the-new-right-is-the-latest-anti-establishment-party-to-have-success-in-poland-but-it-may-struggle-to-secure-long-term-support/).
[19] Cf. Arzheimer, Kai (2015) "The AfD: Finally a Successful Right-Wing Populist Eurosceptic Party for Germany?", *West European Politics*, 38(3): 535-556; Häusler, Alexander (2013) *Die "Alternative für Deutschland" - Eine rechtspopulistische Partei?*, Heinrich Böll Stiftung NRW (http://www.boell-nrw.de/sites/default/files/afd_studie_forena_hbs_nrw.pdf); Berbuir, Nicole, Lewandowsky, Marcel and Jasmin Siri (2014) "The AfD and its Sympathisers: Finally a Right-Wing Populist Movement in Germany?", *German Politics* [online first] (http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09644008.2014.982546#.VTNr3_CCyUQ), p.20.
[20] Cf Ivaldi, Gilles and Andrej Zaslove (2015), « L'Europe des populismes : confluences et diversité » *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 53(1/2), juin, pp.121-155. Voir l'analyse de l'électorat AfD, pp.141/142.
[21] Cf. Conti, Nicolò and Vincenzo Memoli (2012) "The multi-faceted nature of party-based Euroscepticism", *Acta Politica*, 47(2): 91-112.
[22] Cf. Mudde, *op. cit.*, p.16.

et à leur défense de la communauté et de la culture nationales [23]. L'étude de Vasilopoulou démontre en outre qu'il existe une corrélation significative entre le degré d'autoritarisme des partis de la droite radicale et l'intensité de leur rejet de l'Union européenne [24].

Anti-immigration et chauvinisme du welfare

Le nationalisme xénophobe et du chauvinisme de l'Etat providence ont de fait joué un rôle prédominant dans la campagne européenne des droites radicales populistes en mai 2014. Le Front national de Marine Le Pen a repris l'essentiel de ses antiennes anti-immigration, dénonçant le « bilan dramatique de l'Union européenne », dont « l'immigration massive » et « la dilution de notre identité », exigeant de sortir des accords de Schengen et de reprendre la maîtrise des frontières « afin de stopper une immigration anarchique et arrêter la libre circulation des Roms et des délinquants à travers l'Europe ». Le FN a demandé par ailleurs la suppression de la directive détachement « afin de protéger notre marché du travail ».

Ces thèmes ont trouvé un large écho dans la campagne menée par les populistes du Parti du Peuple danois (DF), le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas ou le FPÖ en Autriche. A l'instar du FN, le DF a prôné une sortie de Schengen et le « rétablissement des frontières nationales pour lutter contre la présence de mendiants et l'explosion du nombre d'Européens de l'Est dans les prisons danoises ». Le parti conduit par Morten Messerschmidt a stigmatisé la « pression que la solidarité européenne exerce sur le welfare, les allocations familiales et l'assurance chômage ». Le DF a demandé une baisse des droits sociaux pour les immigrés issus de l'UE et la lutte contre le dumping social. Le PVV néerlandais s'est posé lui aussi en défenseur de « l'identité des Pays-Bas », rejetant ce qu'il nomme « l'Eurabia » et ce qu'il considère être une « immigration massive et une islamisation désastreuses » pour le pays. La formation de Geert Wilders a réclamé un retour au « contrôle des frontières » et la « fermeture du pays à l'immigration de travail en provenance de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie et à toute immigration en provenance de pays musulmans ». En Autriche, le FPÖ s'est attaqué lui-aussi aux accords de Schengen, vilipendant « une criminalité sans entraves et les abus du droit d'asile » et dénonçant le caractère « fédéral et multiculturel » de l'UE. La campagne de Harald Vilimsky a de nouveau mis en exergue l'opposition sans concession du FPÖ à « l'immigration massive, l'islamisation et l'adhésion de la Turquie à l'UE », demandant « l'arrêt de l'immigration en Europe et en Autriche ». Le parti de Heinz-Christian Strache a réclamé en outre une « priorité pour les travailleurs nationaux, la restriction des principes de libre circulation de l'UE par une fermeture sectorielle du marché du travail autrichien aux citoyens et aux non-citoyens de l'UE ».

Côté britannique, l'immigration a été placée au cœur du message politique de l'UKIP. Pour le parti de Nigel Farage, « l'immigration de masse coïncide avec le chômage grandissant des jeunes » et « l'immigration européenne non contrôlée de citoyens roumains ou bulgares met la pression sur les écoles (…) et représente une contrainte massive pour le NHS », le système national de santé. L'UKIP a demandé par ailleurs que ce dernier soit d'abord réservé aux nationaux (*A National, Not International, Health Service*), reprenant également à son compte l'idée d'une préférence pour les familles « locales » dans l'attribution des logements (*Local Homes for Local Families*). En Italie, enfin, la Lega Nord a fait de la lutte contre l'immigration illégale un point dominant de son programme sur le thème « Arrêtons l'invasion ». Le parti de Matteo Salvini a demandé, comme nombre d'autres protagonistes de la droite radicale, la suspension de la directive « détachement », dénonçant le « mensonge de la solidarité européenne » et prônant un retour à « une politique d'immigration sans

[23] Cf. Halikiopoulou, Daphne, Kyriaki Nanou and Sofia Vasilopoulou (2012) "The paradox of nationalism: The common denominator of radical right and radical left euroscepticism", *European Journal of Political Research*, 51(4): 504-539. Voir p.532.

[24] Cf. Vasilopoulou, Sofia (2009) "Varieties of Euroscepticism: the case of the European extreme right", *Journal of Contemporary European Research*, 5(1): 3-23. Voir p.18.

interférence de Bruxelles », proposant notamment de restaurer le crime de « clandestinité » pour les immigrés.

En regard, la composante ethno-nationaliste est demeurée plus marginale dans le programme de partis tels que les Finnois ou l'AfD allemande. En 2014, le parti de Bernd Lucke a insisté sur le fait que « la liberté d'établissement ne doit pas être utilisée pour obtenir l'accès à la protection sociale sous couvert de fausse activité ». Pour l'Alternative, « le maintien de l'état providence allemand est mis en cause par l'affirmation des droits des migrants de choisir librement leur lieu de résidence et de travail (…) A long terme, il existe un risque que le budget de la protection sociale ne puisse plus supporter le coût de l'immigration et que l'état providence se désintègre (…) L'AfD rejette fermement l'immigration qui pèse sur le système de protection sociale ». En Finlande, les Finnois ont atténué leur discours sur l'immigration, se limitant pour l'essentiel à exiger une gestion nationale et non européenne des flux migratoires, non sans souligner cependant l'impact de l'immigration intra-européenne sur « le système de sécurité sociale finlandais progressivement détruit par l'ouverture de bénéfices aux étrangers vivant hors du pays ». Cette position a tranché avec la tonalité plus fortement nativiste et assimilationniste du programme présenté par la formation de Timo Soini lors des législatives de 2011, dans lequel le parti se posait en défenseur de l'identité culturelle finnoise contre l'immigration. A l'époque, sous l'influence notamment de l'aile dure du mouvement emmenée par Jussi Halla-aho, les Finnois avaient remis en cause les conditions du regroupement familial et demandé une politique d'immigration plus restrictive [25].

Un populisme des riches ?

Dans de nombreux cas, la campagne européenne de 2014 a été révélatrice du « chauvinisme de la dette » dont les droites radicales se sont faits les porte-voix. Les résultats de l'élection ont fait apparaître une démarcation plus nette entre « *insiders* » et « *outsiders* ». Le poids électoral des droites radicales populistes a été sensiblement plus élevé dans le noyau des pays riches de l'Union, comparativement aux pays bénéficiaires aux périphéries orientales et méridionales de l'UE [26]. Cette coupure renvoie très directement à l'existence d'un « populisme des riches » dans certaines des nations les plus affluentes d'Europe occidentale –Autriche, Suisse, Norvège ou Danemark– ainsi que dans certaines régions riches telle la Flandre ou l'Italie du Nord.

Sur fond de crise financière, des partis tels que le PVV, le FPÖ, les Finnois ou le FN en France ont dénoncé le « prix à payer » pour sauver l'Euro, refusant les plans d'aides au sein de l'Eurozone. Le FPÖ de Heinz-Christian Strache s'est dressé contre une « expropriation de masse des Autrichiens », comparant le Mécanisme européen de stabilité au *Ermächtigungsgesetz* allemand des années 1930. Le manifeste de 2014 reprend clairement cette position : « le FPÖ lutte pour mettre un terme aux plans d'aide de l'UE alors que nous avons besoin de cet argent dans notre propre pays ». De la même façon, en Finlande, les Finnois ont dès 2011 contesté le sauvetage des pays d'Europe du Sud, dénonçant une « Europe gangrénée par la faillite économique » ainsi que l'échec du « racket d'extorsion Bruxelles-Francfort » imposé aux contribuables finlandais [27], une position réitérée en 2014 avec la demande par le parti de l'arrêt des packages de sauvetage. Le manifeste européen présenté par Geert Wilders explique pour sa part : « les Pays-Bas sont le plus gros contributeur net à l'Union européenne. Nous avons donné des milliards (…) à des pays en faillite et à des banques. Le PVV veut récupérer cet argent totalement et immédiatement ».

---

[25] Cf. Kivisto, Peter (2014) "The rise and uncertain future of the True Finns: An outsider's reflections", *Research on Finnish Society*, 7: 65-70. Voir page 67.

[26] Cf. Ivaldi, Gilles (2014) « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation*, CIFE, n°373: 7-28. Voir p.19.

[27] Cf. Timo Soini, "Why I Don't Support Europe's Bailouts", interview to the *Wall Street Journal*, May 9, 2011 (http://www.wsj.com/articles/SB10001424052748703864204576310851503980120).

En France, le Front national a orchestré une campagne virulente sur le thème « Grèce et Euro : les Français n'en peuvent plus de payer ! ». Pour le parti de Marine Le Pen « les plans de renflouement successifs de l'euro ont déjà coûté 70 milliards d'euros à la France » et il serait impératif « de mettre fin aux plans de renflouement qui ne font qu'aggraver notre dette : l'argent des Français doit rester en France afin d'être injecté dans une ambitieuse politique de redressement national ». Le poids financier de l'UE a également été placé au cœur de la campagne de l'UKIP en Grande-Bretagne. Le parti de Nigel Farage a dénoncé « un coût de £55 millions par jour pour les contribuables britanniques » et promis des « économies énormes » dans l'éventualité d'une sortie de l'Union européenne. En Allemagne, l'AfD a stigmatisé dans sa campagne européenne « la dislocation économique et sociale profonde des pays du Sud de l'Europe, qui entraîne une expropriation massive de l'épargne et impose un poids financier injuste sur les contribuables des pays de l'UE plus stables économiquement ».

Anti-establishment

La centralité de l'euroscepticisme au cœur de l'idéologie des droites radicales tient enfin à l'opportunité offertes à ces partis d'instrumentaliser leur discours sur l'Europe en reformulant et en transposant au niveau européen certains des leitmotivs qu'ils développent sur la scène nationale. Les travaux, notamment, d'Almeida ou de Marks et al. soulignent l'importance de la dimension tribunicienne « anti-establishment » qui sous-tend les diatribes des droites radicales contre l'Europe supranationale des « élites » et de la « bureaucratie » [28]. Cette observation rejoint les conclusions de nombre d'auteurs qui mettent en exergue la conjonction de l'euroscepticisme partisan avec la position périphérique et/ou le caractère protestataire des acteurs concernés. Taggart avance ainsi que les partis radicaux, de par leur caractère protestataire et leur situation à la périphérie des systèmes partisans, témoignent d'une plus grand propension à l'euroscepticisme. Sitter souligne pour sa part l'importance de cette dynamique d'opposition au statu quo dans la structuration de l'antagonisme vis-à-vis de l'Union européenne chez les droites radicales [29].

Cette hostilité façonne en profondeur le discours des droites radicales populistes vis-à-vis de l'UE et de ses institutions. L'UKIP britannique de Nigel Farage s'est ainsi opposé avec véhémence à une Union européenne vue comme une « organisation bureaucratique » laissant, selon lui, la Grande-Bretagne « les mains liées par Bruxelles ». Un thème auquel a fait écho le FPÖ de Heinz-Christian Strache, dénonçant « la bureaucratie tentaculaire de l'UE » et son « centralisme ». Pour l'AfD de Bernd Lucke, « les excroissances de l'UE que sont le centralisme, la bureaucratie et l'interventionnisme représentent une menace pour le succès du projet historique de construction européenne ». Le programme des Finnois a insisté pour sa part sur le « déficit démocratique » de l'Union européenne et son « interminable bureaucratie [qui] crée souvent plus de problèmes qu'elle n'en résout ».

En France, le FN s'oppose depuis de nombreuses années à une Union européenne jugée « totalitaire » et souvent assimilée à l'ex-URSS, une analogie reprise également par la Lega Nord Italienne. Le mouvement de Marine Le Pen a continué de fustiger tout au long de la campagne

[28] Cf. Almeida, Dimitri (2010) "Europeanized Eurosceptics? Radical Right Parties and European Integration", *Perspectives on European Politics and Society*, 11(3): 237-253. Voir page 243. Cf. également : Marks, Gary, Hooghe, Lisbeth, Nelson, Moira and Erica Edwards (2006) "Party competition and European integration in the East and West: Different structure, same causality", *Comparative Political Studies*, 39(2): 155-175.

[29] Cf. Taggart, Paul A. (1998) "A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems" *European Journal of Political Research*, 33(3): 363-88, voir pages 372 et 382; Sitter, Nick (2001) "The politics of opposition and European integration in Scandinavia: Is Euro-scepticism a Government - Opposition dynamic?", *West European Politics*, 24(4): 22-39. Voir page 27.

européenne de 2014 la « caste UMPS » –la contraction des acronymes de l'UMP et du PS, les deux principaux partis de droite et de gauche en France– mettant en garde les électeurs contre ces « menteurs récidivistes » complices à ses yeux d'une « Europe antisociale, antidémocratique (…) qui broie les identités et les peuples ». En Italie, la Lega Nord s'est attaquée elle aussi aux « Eurocrates » de Bruxelles, dénonçant un « empire quasi-médiéval » et « totalitaire ».

Variétés d'euroscepticisme au sein des droites radicales

En termes politiques, cependant, cette aversion commune de l'Union européenne trouve des traductions variables, qui illustrent l'hétérogénéité des positions des partis de la droite radicale populiste face à la construction européenne [30]. Si beaucoup de ces partis se rejoignent sur la critique de l'UE, ils varient en revanche au regard de leurs objectifs vis-à-vis de l'Euro ou de l'appartenance même à l'Union (Cf. Tableau 1).

Tableau 1. Positions des principaux partis de droite radicale populiste sur l'intégration européenne

Pays	Parti	Sortie zone Euro[(1)]	Sortie UE[(1)]
Allemagne	AfD	X	O
Autriche	FPÖ	X	O
Belgique	Vlaams Belang	X	X
Bulgarie	ATAKA	Non membre	O
Danemark	DF	Non membre	O
Finlande	PS	O	O
France	FN	X	X
Hongrie	Jobbik	Non membre	O
Italie	Lega Nord	X	O
Pays-Bas	PVV	X	X
Roumanie	PRM	Non membre	O
Royaume-Uni	UKIP	Non membre	X
Suède	SD	Non membre	X

[(1)] Cas où les partis envisagent une sortie de la zone Euro et/ou de l'Union européenne, assortie ou non de conditions spécifiques, notamment la tenue d'un référendum ou une renégociation des traités européens.

Un premier groupe de partis se distingue, qui réunit les tenants d'un euroscepticisme « dur », dont le FN français ou le PVV néerlandais représentent sans aucun doute les modèles prototypiques. Le rejet de l'intégration européenne dans son principe même domine les orientations politiques de ces partis [31]. Outre les formations de Marine Le Pen et de Geert Wilders, on trouve ici le Vlaams Belang flamand, les Démocrates suédois et, naturellement, l'UKIP britannique, ainsi que des mouvements plus marginaux de l'extrême-droite traditionnelle –l'Aube Dorée en Grèce ou le Jobbik en Hongrie. Ces partis ont en commun une même volonté de démantèlement de l'Union européenne sous sa forme institutionnelle existante, adhérant pour beaucoup d'entre eux au concept d'une « Europe des nations », popularisé par le Front national français. Le FPÖ autrichien et la Lega Nord italienne

[30] Cf. Vasilopoulou, Sofia, *op. cit.*, p.11.

[31] S'agissant du PVV aux Pays-Bas, Lucardie et Voerman insistent sur le virage eurosceptique du parti en 2012, avec notamment la décision de Geert Wilders d'appeler à une sortie de l'UE, qui a contribué à isoler sa formation au sein du système politique néerlandais (Cf. Lucardie, Paul and Gerrit Voerman (2013) "Geert Wilders and the Party for Freedom in the Netherlands: A Political Entrepreneur in the Polder", in Grabow, Karsten and Florian Hartleb (eds.) *Exposing the Demagogues: Right-wing and National Populist Parties in Europe*, Brussels: Centre for European Studies, Berlin: Konrad-Adenauer-Stiftung, pp.187–204).

semblent aujourd'hui se placer sur une trajectoire similaire, qui a sans nul doute participé du rapprochement avec le Front national et le PVV au sein de l'Alliance Européenne pour la Liberté (AEL). La Lega et le FPÖ rejettent tous deux l'Euro mais demeurent plus ambivalents en revanche quant à l'opportunité d'une sortie de l'UE, en particulier la formation de Heinz-Christian Strache qui va jusqu'à envisager une nouvelle architecture institutionnelle pour l'Union. L'évolution de ces deux formations témoigne en tout cas d'une radicalisation sur les questions européennes depuis le milieu des années 1990 et d'une prise de distance progressive d'avec leurs positions pro-EU originelles [32].

Un second ensemble de partis réunit des acteurs euro-critiques, plus pragmatiques, situés pour certains sur une trajectoire *mainstream*, ainsi qu'en témoigne leur rattachement au Groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE) au sein du parlement européen. C'est le cas des Finnois en Finlande, du Parti du peuple danois et, dans une moindre mesure, de l'AfD en Allemagne. Ici, la critique de l'Union européenne porte essentiellement sur le fonctionnement des institutions de l'Union sans remettre fondamentalement en cause le principe d'intégration européenne. A l'instar du programme européen du DF en 2014, il s'agit essentiellement d'obtenir plus de « flexibilité » dans l'organisation de la coopération entre états membres, de limiter les compétences de l'UE et permettre aux états de négocier des options de retrait (*opt-outs*). En 2014, les Finnois ont opéré un recentrage sur la question européenne, avec pour objectif affiché de placer le parti au cœur d'une future coalition gouvernementale à l'issue des élections législatives d'avril 2015 [33]. La formation de Timo Soini a rejoint notamment les conservateurs britanniques sur une position réformiste euro-critique, laissant de côté les demandes de sortie de l'Euro ou de l'UE et évoquant « l'interférence de l'UE »,une révision de ses domaines de compétences et la réduction du pouvoir de la Commission européenne, sur le thème : « une UE moins puissante est une meilleure UE ».

L'AfD allemande occupe une position intermédiaire entre ces deux groupes de formations. En 2014, le parti de Bernd Lucke, Frauke Petry et Konrad Adam s'est prononcé en faveur d'une sortie de l'Euro, mais n'a pas rejoint en revanche les positions plus radicales du FN, du PVV ou de l'UKIP britannique quant à l'opportunité de quitter l'Union européenne. Le manifeste de 2014 explique ainsi : « l'AFD appelle à une refonte, ou tout au moins une réorganisation monétaire complète de la zone euro. La première étape est d'accorder à chaque pays le droit de quitter la zone euro, sans pour autant sortir de l'UE ».

3. Ampleur et ressort du soutien électoral aux droites radicales populistes

Dans de nombreux Etats membres, les droites populistes radicales ont été en mesure de capitaliser sur le désamour du public pour l'Union européenne. Le discours nationaliste de partis tels que le FPÖ, le FN ou l'UKIP a coïncidé avec un mouvement de repli national, sur fond de crise économique, de politiques d'austérité, d'orthodoxie budgétaire et de rejet par une partie de l'opinion des élites communautaires. Si les mouvements de la droite radicale ont enregistré des performances variables sur l'ensemble de l'Union, indéniablement, les dimensions identitaire et politico-institutionnelle de

[32] Le tournant anti-européen du FPÖ se situe au moment du référendum de 1994 sur l'accession de l'Autriche, au cours duquel le parti de Jörg Haider avait opéré un virage important et rejeté l'adhésion (Cf. Almeida, *op. cit.*, p.242.). En Italie, la Lega Nord a pris ses distances vis-à-vis de l'UE à la fin des années 1990, pour des raisons essentiellement stratégiques et électoralistes, en rupture là aussi avec le soutien apporté par le parti à la construction européenne précédemment (Cf. Chari, Raj S., Iltanen, Suvi and Sylvia Kritzinger (2004) "Examining and explaining the Northern League's 'U-turn' from Europe", *Government and Opposition*, 39(3): 423-450).

[33] Cf. Iso-Markku, Tuomas (2014) "Euroscepticism vs. Political Pragmatism: The Finns Party tones down its criticism of the EU", *Commentary*, European Policy Institutes Network (EPIN), n°19, 26 June (http://www.ceps.eu/system/files/EPIN%20Commentary%20No%2019%20Finns_Party.pdf).

l'intégration européenne ont constitué des facteurs prédominants du soutien électoral à ces diverses formations.

Une poussée électorale limitée et non uniforme

Le thème de la « percée » des forces populistes eurosceptiques a dominé l'agenda politique et médiatique des élections européennes de 2014. Les succès symboliques de l'Aube Dorée en Grèce, du FN en France ou de l'UKIP en Grande-Bretagne ont largement contribué à alimenter de telles perceptions. A l'échelle de l'Union, toutefois, la poussée des droites radicales est demeurée relative et non uniforme [34]. En élargissant le périmètre à l'AfD allemande et au KNP polonais, ces mouvements représentent quelque 12 % des électeurs qui se sont déplacés aux urnes en mai 2014, avec un poids sensiblement plus important de 13.5 % au sein de l'UE 15 contre 7 % dans les autres états membres. Au total, ces partis ont réuni 90 sièges en 2014 contre 52 en 2009.

Cette augmentation est principalement imputable aux gains enregistrés par l'UKIP britannique et le Front national français, qui, avec respectivement 26.8 % et 25 % des suffrages, représentent à eux seuls 32 sièges supplémentaires, compensant pour une large part les pertes subies par d'autres formations radicales, notamment dans la partie orientale de l'Union (Cf. Tableau détaillé des résultats en annexe). En termes régionaux, en effet, le soutien à la droite radicale populiste se concentre de façon prédominante en Europe occidentale, en France, en Autriche, au Royaume-Uni ou au Danemark notamment. Plus de la moitié des états membres restent par ailleurs épargnés par le phénomène et n'ont pas d'élus issus de la droite radicale populiste. Cette dernière recule en outre dans plusieurs pays : c'est le cas, notamment, d'ATAKA en Bulgarie, de la Ligue du Nord en Italie, du PRM en Roumanie, du PVV néerlandais ainsi que du petit parti nationaliste slovaque.

Enjeux et dynamiques de vote

En mai 2014, le vote en faveur des partis de droite radicale populiste a été structuré, surtout, par l'euroscepticisme et le repli identitaire. Les données comparatives issues de l'*European Parliament Election Study 2014* confirment l'importance de ces deux dimensions au sein des électorats des droites radicales européennes [35] (Cf. liste des partis en annexe). L'immigration est arrivée en tête des préoccupations des électeurs de droite radicale, citée comme la plus importante par 28 % des interviewés, devant le chômage (19 %) et la criminalité (9 %). La demande pour une politique restrictive d'immigration culmine sans surprise chez ces électeurs : pas moins de 80 % d'entre eux se prononcent en ce sens, contre 46 % dans le reste de l'électorat européen (Cf. Figure 1).

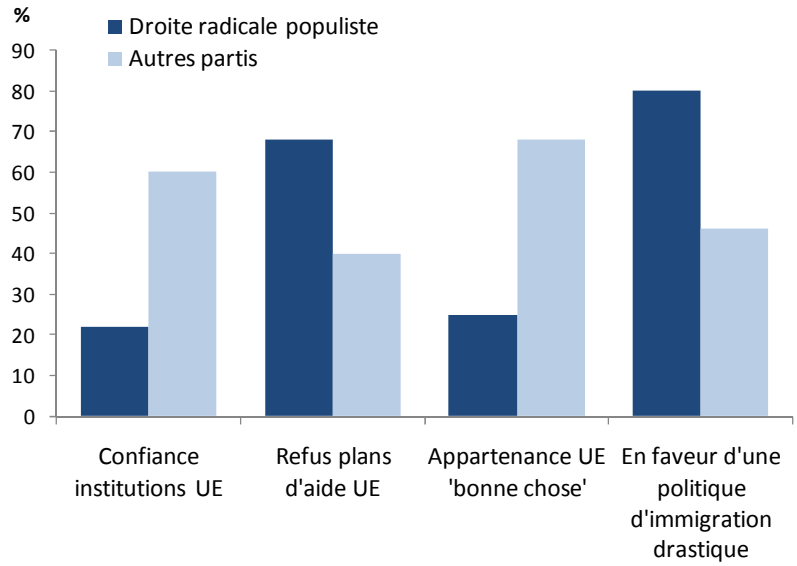
La cristallisation d'attitudes négatives à l'égard de l'intégration européenne est également particulièrement visible : seuls 22 % des supporters de la droite radicale populiste européenne disent faire confiance aux institutions de l'UE, contre 60 % dans les soutiens des autres partis. Plus des deux tiers (68 %) de ces derniers jugent positive l'appartenance de leur pays à l'Union européenne, contre 25 % seulement des électeurs des droites radicales populistes. Dernier élément : le « chauvinisme de la dette » prôné par les droites radicales a assurément résonné avec les préoccupations socio-économiques d'une partie importante de l'électorat européen : 68 % des supporters des mouvements de droite radicale s'affirment ainsi opposés aux plans d'aides de l'UE aux pays de la zone Euro, contre 40 % dans les autres partis. Le niveau de refus est particulièrement important chez les électeurs des Finnois (91 %), du PVV néerlandais (83 %) ou du Front national en France (73 %). Il

[34] Pour une analyse détaillée des résultats de 2014, voir Ivaldi, Gilles (2014) « Réflexions sur la poussée des droites radicales populistes européennes », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1071-1072, avril-septembre, pp.125-140.

[35] Cf. Schmitt et. al., *European Parliament Election Study 2014, op. cit.*

atteint 93 % auprès des supporters de la *Lega Nord* italienne, où la critique des plans de sauvetage rejoint les revendications séparatistes historiques du mouvement d'Umberto Bossi et l'incarnation par la Ligue du refus d'une Italie prospère de continuer de supporter le coût financier du Sud.

Figure 1. Attitudes comparées des électeurs des droites populistes radicales : intégration européenne et immigration



Source : *European Parliament Election Study 2014, Voter Study*, N=17 964, sélection de 18 pays avec parti(s) de droite radicale populiste, données pondérées (Cf. tableau en annexe)

A partir des données de l'*European Parliament Election Study 2014*, il est possible d'explorer conjointement les dynamiques socio-démographiques et attitudinales du soutien aux droites radicales dans les états membres où ces formations étaient présentes à l'occasion des élections européennes de 2014. Les données permettent de localiser au total 21 formations de droite radicale populiste distribuées dans 18 pays de l'Union européenne, dont 10 pays de l'UE 15 (Cf. liste en annexe). Les déterminants du soutien à ces partis sont examinés sur plusieurs aspects idéologiques, à partir d'indicateurs simples concernant la redistribution des richesses, le mariage homosexuel, le contrôle de l'immigration, l'intégration européenne et le bilan du gouvernement national. Ces variables correspondent aux principales dimensions d'attitudes identifiées par la littérature sur le vote en faveur des droites radicales. L'effet de ces facteurs attitudinaux est contrôlé par les variables de genre, d'âge, d'éducation et de classe sociale, ainsi que par des variables *dummy* pour l'ensemble des 18 pays, au sein d'un modèle de régression logistique binaire (Cf. Tableau 2) [36].

[36] La régression logistique est une méthode appropriée pour l'analyse du vote (Cf. Dow, J.K. and J.W. Endersby (2004) "Multinomial probit and multinomial logit: a comparison of choice models for voting research", *Electoral Studies*, 23: 107–122). Elle permet d'estimer les logits binaires pour les comparaisons parmi les alternatives présentes. Ici, la variable dépendante est le vote déclaré, dichotomisée entre partis de droite radicale populiste et autres partis. Ces modèles présentent en outre l'avantage ne faire aucune hypothèse de normalité, linéarité et homogénéité de variance pour les variables indépendantes (Cf. Long, J. S. & J. Freese, J. (2006) *Regression Models for Categorical and Limited Dependent Variables Using Stata*, Second Edition. College Station, Texas: Stata Press). L'utilisation de variables *dummy* pour les 18 pays permet de contrôler l'hétérogénéité non observée qui pourrait être attribuable aux variations et spécificités nationales.

Tableau 2. Régression logistique des déterminants socio-démographiques et attitudinaux du vote en faveur des droites radicales populistes aux élections européennes de 2014

	B	S.E.	Sig.	Exp(B)
En faveur d'une redistribution des richesses [(1)]	-,047	,014	**	,954
En faveur du mariage homosexuel [(1)]	-,061	,013	***	,941
En faveur d'une politique drastique de contrôle de l'immigration [(1)]	,200	,015	***	1,221
L'unification européenne devrait aller plus loin [(1)]	-,171	,016	***	,843
Désapprouve le bilan du gouvernement national [(2)]	,920	,094	***	2,510
Homme (REF)				
Femme	-,596	,087	***	,551
18-24 ans (REF)				
25-39 ans	-,145	,247		,865
40-54 ans	-,270	,247		,764
55 ans+	-,475	,258		,622
Age fin d'études (15 ans-) (REF)				
16-19 ans	,062	,125		1,064
20 ans+	-,107	,132		,898
Managers, professionnels (REF)				
Travailleurs indépendants, chefs d'entreprise	,371	,192		1,448
Employés	,504	,185	**	1,655
Ouvriers	,573	,165	**	1,774
Inactifs au foyer	,442	,278		1,556
Chômeurs	,624	,211	**	1,866
Retraités	,250	,172		1,284
Etudiants	,549	,293		1,731
Constante	-1,762	,369	***	,172

Notes : régression logistique binaire : droite radicale=1, autres partis=0 ; ensemble des votes déclarés, abstentionnistes exclus ; N=8 451 ; 18 pays, 21 partis de droite radicale populiste ; Chi^2=1253,3 dl=35 p<0.001, Nagelkerke pseudo R^2= 0,29 ; variables de contrôle *dummies* (non incluses dans le tableau de résultats) pour Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède (Royaume-Uni=Ref.) ; [(1)] indicateurs attitudinaux : variables d'échelle [0-10] ; [(2)] Variable dichotomique (approuve=Ref. / désapprouve) ; p < 0,05* ; p< 0,01** ; p < 0,001*** ; source : *European Parliament Election Study 2014, Voter Study*.

Au regard du profil socio-démographique des électeurs de droite radicale, les résultats confirment la persistance du *gender gap* traditionnel caractéristique de ces partis, quand bien même des études nationales récentes montrent que la surreprésentation de l'électorat masculin tend à disparaître, en France notamment [37]. En 2014, les hommes continuent de présenter une plus grande propension au vote en faveur des droites radicales populistes. On n'observe pas, en revanche, d'effet significatif de l'âge ou de l'âge de fin d'études, cette dernière variable constituant une *proxy* sans doute imparfaite pour la mesure du niveau de diplôme. En termes de classe sociale, on retrouve une structure désormais classique de l'électorat des droites radicales populistes, marquée notamment par le vote des classes populaires et des catégories précaires. Les résultats montrent que les ouvriers, les chômeurs et, dans une moindre mesure, les employés ont d'avantage tendance à se tourner vers les mouvements de la droite radicale populiste. Cette prolétarisation est au cœur de la dynamique électorale des droites radicales depuis une vingtaine d'années au plan national [38] et elle est particulièrement visible dans des pays comme la France ou l'Autriche.

[37] Cf. Givens, Terri E. (2004) "The Radical Right Gender Gap", *Comparative Political Studies,* 37(1): 30-54. Sur les évolutions récentes de l'électorat FN, voir Mayer, Nonna (2013) "From Jean-Marie to Marine Le Pen: Electoral Change on the Far Right", *Parliamentary Affairs*, 66(1): 160-178.

[38] Cf. Rydgren, Jens (ed.) (2013) *Class Politics and the Radical Right Right* Abingdon: Routledge.

En termes attitudinaux, les données attestent de l'importance des dimensions culturelles et politico-institutionnelles du vote en faveur des formations de droite radicale, de même qu'elles confirment la prépondérance des déterminants idéologiques dans la structuration du soutien à cette famille politique. L'opposition à l'immigration augmente sans surprise de manière significative la propension à se tourner vers les partis de droite radicale populiste, en accord avec l'essentiel de la littérature sur cette question [39]. Notons que l'effet de cette variable est le plus fort observable sur l'ensemble des indicateurs testés. L'hostilité à l'intégration européenne a joué également un rôle prépondérant dans la structuration du soutien à des partis tels que le FPÖ, le FN, l'UKIP, le DF et d'autres à l'occasion des européennes de 2014 : le degré d'opposition à l'unification de l'Europe accroît sensiblement la probabilité de voter pour une des formations de la droite radicale populiste, un effet pratiquement comparable en taille à celui de l'immigration, qui témoigne de la saillance des enjeux relatifs à l'UE pour les électeurs de ce type de partis [40]. Cette insatisfaction à l'égard de la construction européenne trouve son corollaire dans l'opposition marquée par ces électeurs à l'encontre du bilan des gouvernements nationaux : dans leurs contextes respectifs, les supporters de la droite radicale font montre d'une plus grande défiance vis-à-vis des exécutifs en place. L'effet statistique significatif de la variable de désapprobation des gouvernements en place illustre et confirme la portée des enjeux et cycles nationaux dans les scrutins européens, et la fonction tribunicienne qu'incarnent les droites radicales populistes dans l'expression du vote protestataire.

Perspectives

En dépit de gains significatifs en mai 2014, les droites radicales populistes et, au-delà, l'ensemble des forces eurosceptiques continuent d'occuper une position minoritaire au sein des institutions de l'UE. Au total, les grandes formations « *mainstream* », conservateurs, sociaux-démocrates, libéraux et écologistes, dépositaires historiques du projet de construction européenne, réunissent encore 70 % des sièges au parlement de Strasbourg.

Disséminés au sein de la galaxie eurosceptique [41], les partis de la droite radicale populiste se trouvent aujourd'hui marginalisés au sein de l'Union européenne, une situation qui fait assez largement écho à l'isolement dont souffrent plusieurs de ces partis au plan national. L'échec de Marine Le Pen à former un groupe parlementaire autour de l'Alliance européenne pour la Liberté (AEL), formée avec ses partenaires du FPÖ, du Vlaams Belang, du PVV et de la Lega Nord, s'inscrit très directement dans l'histoire de la fragmentation de cette famille politique et de la volatilité des alliances forgées au sein de la droite radicale populiste pan-européenne depuis le milieu des années 1980 [42].

Sans véritable dynamique transnationale ni pouvoir de blocage des institutions de l'Union, les partis radicaux populistes devraient néanmoins trouver à l'avenir au sein du parlement de Strasbourg une base de repli stratégique et un ensemble non négligeable de ressources médiatiques, politiques et

[39] Cf. notamment Zhirkov, Kirill (2014) "Nativist but not alienated. A comparative perspective on the radical right vote in Western Europe", *Party Politics*, 20(2): 286-296.

[40] Ces résultats rejoignent les principales conclusions de Werts, Han, Scheepers, Peer and Marcel Lubbers (2013) "Euro-scepticism and radical right-wing voting in Europe, 2002–2008: Social cleavages, socio-political attitudes and contextual characteristics determining voting for the radical right", *European Union Politics*, 14(2): 183-205. Ces auteurs montrent que l'euroscepticisme constitue un facteur explicatif du vote en faveur des droites radicales au-delà de la xénophobie ou de la défiance politique.

[41] Les forces opposées à l'Union européenne se distribuent dans les groupes des Conservateurs et Réformistes européens (CRE), Europe de la Liberté et de la Démocratie directe (ELDD) et parmi les non-inscrits. En 2009, les formations eurosceptiques avaient obtenu 121 élus. En 2014, elles totalisent 170 sièges.

[42] Cf. Ivaldi (Gilles), 2012, "The Populist Radical Right in European Elections: 1979-2009" in Backes (Uwe), Moreau (Patrick) (eds.), *The Extreme Right in Europe: Current Trends and Perspectives*, Vandenhoeck & Ruprecht, Hannah Arendt Institute for Research on Totalitarianism, pp.15-34.

financières. Ces mouvements conservent par ailleurs une véritable capacité de nuisance. Le parlement européen offre une tribune privilégiée au populisme anti-establishment du FN, du FPÖ et de leurs alliés européens, pour la poursuite de leur l'entreprise de délégitimation des institutions, des élites et des objectifs politiques de l'UE.

Dans nombre d'états membres, le scrutin européen de mai 2014 a livré un instantané de l'état du rapport de forces politiques, qui a témoigné du poids électoral croissant de partis tels que l'UKIP, le FPÖ, le FN français, le DF danois ou les Finnois en Finlande sur leurs systèmes partisans respectifs. L'impact des droites radicales populistes devrait se faire sentir de manière particulièrement sensible dans la structuration des agendas nationaux et l'orientation des politiques publiques, notamment dans les secteurs clés de l'immigration, de l'asile ou de l'intégration. L'influence exercée par ces partis pourrait également peser dans des pays tels que la Finlande ou le Royaume-Uni où les formations radicales populistes menacent directement des choix européens capitaux.

Annexes

Résultats des partis de droite radicale et populiste au Parlement européen en 2014

Pays	Parti	% 2014	Sièges 2014	Evol. % 2009-2014	Rappel % 2009	Rappel Sièges 2009
Allemagne	NPD	1,0	1	+0,6	0,4	0
Allemagne	Republikaner	0,4	0	-0,9	1,3	0
Allemagne	AfD	7,1	7	+7,1	0,0	0
Autriche	FPÖ	19,7	4	+7,0	12,7	2
Autriche	BZÖ	0,5	0	-4,1	4,6	0
Belgique	Vlaams Belang (VB)	4,1	1	-5,7	9,9	2
Bulgarie	ATAKA	3,0	0	-9,0	12,0	2
Danemark	DF	26,6	4	+11,3	15,3	2
Espagne	FE-JONS	0,1	0	+0,1	0,0	0
Espagne	DN	0,1	0	+0,1	0,0	0
Finlande	Les Finnois (PS)	12,9	2	+3,1	9,8	1
France	FN	25,0	24	+18,6	6,3	3
Grèce	Aube Dorée (XA)	9,4	3	+9,4	0,0	0
Grèce	La.O.S.	2,7	0	-4,4	7,1	2
Hongrie	Jobbik	14,7	3	-0,1	14,8	3
Italie	Lega Nord	6,2	5	-4,1	10,2	9
Italie	Fratelli-AN	3,7	0	+3,7	0,0	0
Lituanie	Ordre et Justice (TT)	14,3	2	+2,4	11,9	2
Pays-Bas	PVV	13,3	4	-3,7	17,0	5
Pologne	KNP	7,2	4	+7,2	0,0	0
Portugal	PNR	0,5	0	+0,1	0,4	0
Roumaine	PRM	2,7	0	-6,0	8,7	3
Royaume-Uni	UKIP	26,8	24	+10,2	16,6	13
Royaume-Uni	BNP	1,1	0	-4,9	6,0	2
Slovaquie	SNS	3,6	0	-1,9	5,5	1
Slovénie	SNS	4,0	0	+1,2	2,9	0
Suède	Démocrates Suédois (Sd)	9,7	2	+6,4	3,3	0

Partis de droite radicale populiste dans l'*European Parliament Election Study 2014 (Voter Study)*

Pays	Parti	Acronyme	N
Allemagne	Alternative für Deutschland	AfD	56
Autriche	Freiheitliche Partei Österreichs	FPÖ	109
Autriche	Bündnis Zukunft Österreich	BZÖ	7
Belgique	Intérêt Flamand	VB	26
Bulgarie	Attaque	ATAKA	17
Danemark	Parti du Peuple danois	DF	181
Finlande	Les Finnois	PS	54
France	Front national	FN	58
Grèce	Aube Dorée	XA	59
Grèce	Rassemblement populaire orthodoxe	La.O.S.	11
Hongrie	Jobbik	Jobbik	53
Italie	Ligue du Nord	Lega Nord	31
Lituanie	Ordre et Justice	TT	68
Pays-Bas	Parti de la Liberté	PVV	40
Pologne	Congrès de la Nouvelle Droite	KNP	31
Roumanie	Parti de la Grande Roumanie	PRM	6
Royaume-Uni	Parti de l'indépendance du Royaume Uni	UKIP	136
Royaume-Uni	Parti national britannique	BNP	3
Slovaquie	Parti national slovaque	SNS	7
Slovénie	Parti national slovène	SNS	8
Suède	Démocrates Suédois	SD	53
		TOTAL	**1 014**

Source : *European Parliament Election Study 2014, Voter Study*, N=30 064 interviews, total vote déclaré N=14 484, EU 28, données non pondérées (http://eeshomepage.net/ees-2014-study/).